

**Thème : Vie scolaire**

## **Exposé du cas**

À l’issue d’une heure de cours, une élève vous signale que sa calculatrice a disparu. Elle vous fait part de ses soupçons envers un groupe de trois élèves réputés particulièrement difficiles.

## **Question**

Comment réagissez vous face à cette situation ?

## **Documentation fournie avec le sujet**

*Extrait du guide juridique du chef d’établissement*

La surveillance est, comme le rappelle la circulaire n°96-248 du 25 octobre 1996 modifiée par la circulaire n° 2004-054 du 23 mars 2004, l’affaire de tous les personnels de l’établissement public local d’enseignement (EPL).

La responsabilité première en incombe au chef d’établissement, au titre des pouvoirs qui lui sont reconnus par l’article R. 421-10 du code de l’éducation pour assurer le bon ordre, la sécurité des personnes et des biens et l’application du règlement intérieur, ainsi que pour répartir le service des personnels.

Sous son autorité, un rôle éminent revient au conseiller principal d’éducation, qui a pour mission d’organiser le service des personnels de surveillance et de veiller, avec eux, au respect de la discipline et des dispositions du règlement intérieur par les élèves pendant tout le temps où ceux-ci sont confiés à l’établissement, hormis les séquences, notamment les heures de classe, au cours desquelles les élèves sont directement encadrés par les personnels enseignants.

Les enseignants ont eux-mêmes à assurer la surveillance des élèves dont ils sont chargés, durant les horaires d’enseignement et les autres activités qu’ils encadrent, telles que sorties, déplacements ou loisirs périscolaires. La surveillance incombe, le cas échéant, à d’autres personnels auxquels des élèves sont confiés, tels que des agents de collectivités territoriales mis à la disposition de l’EPL. C’est ainsi que le juge a conclu à la responsabilité de l’Etat, pour faute de surveillance, dans le cas d’un accident survenu lors d’un exercice de gymnastique à une élève d’école primaire, alors que celle-ci était placée sous la surveillance d’un employé communal qui avait été mis à la disposition des écoles de la ville en qualité d’aide pédagogique et participait à l’encadrement de la classe. Pareillement, l’Etat a été condamné à réparer les conséquences dommageables d’un accident survenu à un élève participant à une activité d’initiation à l’escalade organisée pendant le temps scolaire, alors que l’enfant se trouvait dans un groupe placé sous la surveillance d’un moniteur, intervenant extérieur agréé pour encadrer les élèves lors de cette activité sportive.